

# Du capital fictif

Par Lauren Goldner

Dans le volume III du *Capital* de Marx, peu de concepts sont aussi pertinents pour le monde actuel que celui du « capital fictif ». Un trillion et demi de dollars s'échangent quotidiennement sur les marchés boursiers, dont une toute petite partie est de l'investissement direct ou du commerce ; il est de moins en moins possible de se diriger dans le labyrinthe des nouvelles formules financières (sociétés d'investissement, produits dérivés) sans l'aide des mathématiques supérieures; la part de l'intérêt brut global et de la redevance foncière (le célèbre facteur FIRE de la finance, de l'assurance et de l'immobilier) s'approprie chaque année une part de plus en plus importante du profit total, éclipsant les profits réalisés dans l'industrie manufacturière.

On pourrait éviter beaucoup de confusion dans la réapparition actuelle de la critique marxienne de l'économie politique si les marxistes accordaient plus d'attention au fait que les volumes I et II du *Capital* sont un « système clos » où ne figurent que des capitalistes et des prolétaires, et que le « capital » apparaît aux capitalistes sous la forme de titres papier permettant d'accumuler des richesses (actions, obligations, titres de propriété foncière) et qui n'arrivent que dans le volume III.

La confusion s'aggrave encore lorsqu'il s'agit d'établir correctement les liens entre ce « système clos » et les couches non capitalistes (par exemple les petits producteurs du Tiers Monde) et les « intrants libres » du monde naturel. Enfin, la plupart des lecteurs ne prennent pas en considération le fait que Marx n'a jamais résolu le problème principal de l'accumulation (les systèmes de reproduction élargie à la fin du volume II), une problématique qu'ont surtout reprise Rosa Luxembourg et ceux qui l'ont suivie dans sa tentative de trouver une solution (quels qu'en soient les défauts systématiques), en particulier parce qu'elle tenait à faire de la permanence de « l'accumulation primitive » une composante du capitalisme.

Cette brève dissertation tentera de définir le capital fictif de façon plus pointue. Le capital ne fait pas que passer par le processus de valorisation décrit dans les volumes (incomplets) du *Capital*; il ne dépend pas simplement de la valeur excédentaire dégagée lors du « processus de production immédiat » ; il soutient aussi les titres papier d'accession à la richesse sous forme de profit, d'intérêt et de redevance foncière avec les intrants non rémunérés de l'accumulation primitive, c'est-à-dire en pillant, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du « système clos ». Le capital pille les petits producteurs du Tiers Monde en les incorporant au prolétariat, dans la « périphérie » et au « centre », en tant que force de travail dont la reproduction antérieure n'est pas payée par le capital. Le capital pille la nature en ne renouvelant pas ses ressources, et en ne régénérant pas les environnements épuisés par la production, ce que le capital ne considère pas comme des coûts. Il arrive que le capital pille la force de travail salariée à l'intérieur du « système clos » en repoussant le salaire global de cette force de travail en dessous des coûts de reproduction. Parfois aussi, le capital pille ses propres infrastructures et usines fixes en les utilisant jusqu'à ce qu'elles rendent l'âme, bien après le délai d'amortissement normal, ou par d'autres machinations (Enron, World.com, Tyco). Toutes ces formes de pillage augmentent le total de valeur excédentaire disponible pour consolider les titres papier d'accession à la richesse des capitalistes au-dessus et au-delà de la valeur excédentaire produite dans le système clos par l'échange d'équivalents (hypothèse des volumes I et II du *Capital*). Les titres de profit, d'intérêts ou de redevance foncière peuvent poursuivre leur processus de valorisation (A-M-A') aussi longtemps qu'on produit suffisamment de valeur excédentaire à l'intérieur du système clos, et à l'extérieur, pour les soutenir. Le capital dans son ensemble peut se développer pendant un certain temps alors que la reproduction sociale se contracte, de la même façon qu'un organisme vivant peut continuer à vivre un certain temps alors qu'un cancer le ronge. Quand la somme globale de valeur excédentaire disponible à une échelle mondiale ne peut plus nourrir convenablement le profit global, l'intérêt et la redevance foncière font valoir leurs droits et un effondrement déflationniste se produit, identique à celui auquel nous assistons peut-être aujourd'hui (été 2003).

Certains critiques de mes précédents écrits sur le capital fictif disent que je « saute à pieds joints par dessus » la première partie du volume III du *Capital* consacré à la fixation du taux de profit. Dans un certain sens, ils ont raison parce que je ne crois pas que le taux de profit dérivé du « processus de production immédiat », pris isolément, soit le problème central. À mon tour, je peux dire que ces critiques « sautent à pieds joints par dessus » la question du taux de reproduction sociale, parce qu'ils ne prennent en considération aucun des facteurs énumérés ci-dessus et pensent que la reproduction sociale va de soi. Comme les capitalistes, ils appellent profit ce qui pourrait en fait n'être que le résultat de salaires non reproductifs, de l'érosion non reproductive des usines et des infrastructures, du pillage de la nature, et de l'exploitation de la force de travail recrutée parmi les petits producteurs. Ils accepteraient comme « profit » les profits émanant de l'extraction à ciel ouvert hautement mécanisée (et vraiment rentable localement), sans prendre en compte les coûts « collatéraux » provoqués par les inondations endémiques, la pollution engendrée par la combustion du charbon et le réchauffement planétaire; ils ne prennent pas non plus en compte les coûts sociaux dus aux entraves imposées à des sources d'énergie potentiellement meilleures par les industriels du charbon (afin de prévenir la dévalorisation de leur capital équipement), coûts qui seraient « déduits » de ce genre de profit en tant que niveau du capital social global, et aucun de ces éléments n'apparaît dans les statistiques capitalistes sous forme de coûts de l'extraction à ciel ouvert, source de profit.

Le capital fictif est l'écart entre le prix global et la valeur globale à une échelle mondiale. À la lueur de ce qui précède, étudions cette notion de plus près. (L'économie bourgeoise – il n'y en a pas d'autre – reprend quelque peu cette idée dans « Tobin's Q », qui est le rapport entre l'estimation globale de tous les actifs et le coût de leur remplacement en termes d'aujourd'hui). On ne peut comprendre l'accumulation capitaliste qu'en totalité, comme par exemple la totalité d'un cycle d'affaires. C'est au plus bas d'un crash déflationniste comme celui de 1929 (ou peut-être celui auquel nous assistons actuellement) que le prix et la valeur coïncident presque, une fois que tout ou la plupart du capital fictif est éliminé. La « valeur globale » en termes de temps de

travail socialement nécessaire, est le coût de la reproduction de la force de travail existante et du capital équipement à une échelle mondiale, à l'intérieur du « système clos » ne comprenant que des capitalistes et des travailleurs.

Aujourd'hui, la valeur globale est l'agent actif dans le mouvement de pression à la baisse sur les prix dans une faillite déflationniste éventuelle. Tout ce qui excède cette valeur est fictif. Bon nombre de marxistes contemporains voudront bien admettre que le capital fictif est important mais nieront qu'il a quoi que ce soit à voir avec le capital fixe surévalué dans le « système clos » des volumes I et II. À la lumière de nombreuses théories rivales sur le capital fictif dans la théorie bourgeoise (par exemple Hyman Minski, Doug Noland, « Tobin's Q », Doug Henwood), je pense qu'il est impératif de lier le capital fictif à « l'auto dévalorisation » générale du capital à l'intérieur du « système clos » et qu'il ne faut pas le considérer uniquement comme un phénomène du système de crédit. Enfouie sous « tout le reste », la contradiction fondamentale du capital est son besoin de se mélanger au travail vivant pour se développer comme capital, et sa tendance simultanée à chasser la force de travail vivante du processus de production. Le capital a besoin du coût de reproduction de la force de travail en tant qu'étalon universel d'échange et, en même temps, il détruit périodiquement cet étalon à cause du progrès technologique auquel le poussent les innovations nécessaires.

À un certain point, l'obstacle à l'expansion du capital devient le capital lui-même. Avec le temps, le coût de reproduction de  $V$  par rapport à  $C$  s'amenuise trop pour servir d'étalon universel d'échange, le « numéraire », et la valeur devient un obstacle à plus de reproduction sociale. Le capital fictif entre en scène quand on sort de ce (très réel) système clos qui ne contient que des capitalistes et des travailleurs pour examiner l'interaction entre le système clos et sa valorisation du capital global dans les titres de richesse capitalistes. Car, en dépit de la logique de la relation entre  $V$  et  $C$  dans le système pur, le véritable capital existant sous forme de titres papier de richesse n'est pas simplement, comme le mouvement  $A-M-A'$  du capital dans le modèle pur, une relation sociale de production; ces titres papier revendiquent la richesse future, d'où

qu'elle vienne. De plus, contrairement au capital décrit dans le modèle pur des volumes I et II, ces titres papier bien réels ne peuvent exister que dans un marché régulé par un État et sa banque centrale (et ceci aussi ne figure que dans le volume III), c'est-à-dire avec le soutien de la puissance armée de l'État et du pouvoir de l'État de décréter l'impôt. Les actions, obligations et titres de revenus fonciers sont bien antérieurs à la complète domination du capitalisme en soi.

Pendant la transition proto capitaliste en Europe entre le XVIème et le XIXème siècle, la première phase d'accumulation primitive du capital issu de la féodalité, ces titres papier étaient par nature des autorisations de pillage soutenues par l'État, comme on le constate dans les chartes émises par les gouvernements mercantiles pour que les percepteurs collectent l'impôt de la paysannerie française, pour les trafiquants d'esclaves africains, pour les pillards espagnols du Nouveau Monde, ou pour les loups de mer anglais qui pillaient les pillards espagnols. Les marxistes contemporains oublient parfois que les actions, les obligations, les hypothèques, l'assurance, les instruments de la dette d'État et même la banque centrale sont historiquement antérieurs à la domination des relations de valeur dans le processus premier de production. Ce qui différencie le capitalisme du proto capitalisme mercantile est précisément la prépondérance du processus de production immédiat dans la production de richesse (en tant que valeur excédentaire) pour valoriser les titres papier, mais à cause de la réalité actuelle de l'accumulation primitive dans le capitalisme mondial, ces titres papier n'ont jamais perdu – loin de là – leur caractère d'origine d'autorisations étatiques à piller la richesse à l'intérieur ou à l'extérieur du système pur.

Aujourd'hui, nous voyons ce pillage dans les trillions de dettes qui écrasent les économies du Tiers Monde; nous le voyons dans les destructions massives de l'environnement. Nous le voyons dans le réchauffement mondial causé par les émissions de combustible fossile, émissions technologiques et combustibles qu'une société saine aurait depuis longtemps rejetés et remplacés. Nous le voyons dans le flot de migrants qui fuient les régions du monde ruinées par des décennies de paiement des intérêts de la dette. Nous le voyons dans la prolifération de

systèmes d'allocations chômage à l'américaine et dans la multiplication des travailleurs pauvres. Dans tous ces cas de non-reproduction, c'est le capital fictif qui est à l'oeuvre.

Examinons à présent l'histoire de ces autorisations à piller soutenues par la puissance armée de l'État telles qu'elles se sont développées pour atteindre leur forme contemporaine. La « guerre de trente ans » 1914-1945 fut essentiellement une guerre destinée à déplacer le centre de la finance mondiale de la Grande-Bretagne vers les États-Unis. Ce fut fait lors des accords de 1944-1947 qui créèrent le FMI et la Banque Mondiale, suivis par le Plan Marshall. Grâce au système de Bretton Woods (1944-1973), les États-Unis ont acquis une capacité sans précédent à pomper la richesse mondiale au moyen d'un dollar surévalué, à la suite des dévaluations forcées en Grande-Bretagne, en France et en Allemagne après 1945. Toutes les marchandises en provenance d'Europe et du Japon (pour ne pas citer le Tiers Monde) arrivant aux États-Unis contenaient un élément de « pillage » tel que nous l'avons décrit plus haut. Toutes les acquisitions américaines de capital équipement, de propriété foncière, etc., surtout en Europe, relevèrent de ce genre de pillage. Cette richesse passa dans les bilans, privés et publics, du capitalisme américain, tout à fait indépendamment des profits produits lors du processus de production immédiat aux États-Unis mêmes, comme on pourrait le déduire des mécanismes décrits dans le volume III du *Capital*.

Alors que les États-Unis incarnaient de toute évidence l'économie capitaliste la plus avancée après 1945, on pouvait en fait y distinguer un courant souterrain statique qui a une grande importance pour notre histoire. Ils furent frappés par des récessions en 1948-49, 1953-54 et surtout en 1957-58. C'est en essayant de mettre à plat ce système que nous voyons le lien entre le capital fixe surévalué et le système de crédit international dans son ensemble. Les États-Unis connurent des déficits de la balance des paiements à partir de 1950 (alors que la balance commerciale resta favorable jusqu'en 1971, année de l'écroulement du système de Bretton Woods). Ces dollars qui s'accumulaient à l'étranger furent d'abord utiles à la reconstruction en Europe et en Asie. Mais après la récession de 1957-58, ils commencèrent à devenir pléthoriques,

et la crise du dollar surévalué devint plus apparente. (Quand le « dollar malade » devint un problème en 1958, le total de « dollars nomades » détenus à l'étranger s'élevait à 30 milliards. Aujourd'hui, le total des dollars américains détenus à l'étranger est de 10 trillions.) C'est ainsi que commença le processus, dont nous espérons qu'il atteint son paroxysme aujourd'hui, par lequel les détenteurs étrangers de « dollars nomades » les réinvestissaient sur les marchés américains, permettant aux États-Unis de creuser leurs déficits à l'étranger et d'acheter des actifs étrangers avec des dollars surévalués. Cela consistait en fait à acheter des actifs étrangers avec leurs propres dettes.

Ce financement de l'économie américaine avec ses propres déficits de la balance des paiements croisait l'élément fictif du capital fixe américain de la façon suivante. Alors que le reste du monde, en reconstruction après la guerre à l'aide d'une technologie de pointe, rattrapait, puis dépassait des secteurs de plus en plus nombreux de l'industrie américaine en stagnation, le capital fixe américain était, en termes reproductifs, (c'est à dire selon les coûts de remplacement du moment), déjà prêt à être dévalorisé. Mais, contrairement aux marxistes qui habitent le modèle pur du *Capital* où ne vivent que des capitalistes et des travailleurs, les capitalistes résistent énergiquement à la dévalorisation immédiate de leurs capitaux actifs chaque fois et partout où cela est possible. (Il nous suffit de regarder le Japon des dix dernières années où la banque centrale, grâce au système bancaire, garde d'énormes actifs fonciers et industriels à des valeurs papier gonflées.) La profonde récession américaine de 1957-58 était, répétons-le, le début de la crise de Bretton Woods et par là de « l'impérialisme du dollar » dominé par les États-Unis. Elle marqua le début de la désindustrialisation des États-Unis, puisque l'investissement rentable dans la production américaine ralentissait fortement et se déplaçait à l'étranger.

C'est un exemple éblouissant de la façon dont le capital fixe surévalué d'entreprises endettées n'est pas immédiatement passé aux profits et pertes mais passe dans la circulation générale grâce au système de crédit. Il circule comme une bulle de promesses en l'air, de non-liquidité potentielle (non-convertibilité en liquide, comme dans une liquidation de crise) tant que la combinaison de la valeur excédentaire

et du pillage (défini plus haut) soutient les titres papier qu'il invente. En 1971, les États-Unis désolidarisèrent le dollar de l'or et en 1973, on se sépara pour de bon du taux fixe. Le monde sombra dans le pire ralentissement (1973-75) depuis la guerre. Selon la formule concise de Michael Hudson, le monde passa d'un standard de « papier or » à un standard de « papier papier » et, depuis lors, est de fait sur un standard dollar. Les dollars américains ne cessent de s'accumuler à l'étranger, on estime à présent leur endettement net à 2 trillions (8 trillions en participations à l'étranger contre 10 trillions détenus par des étrangers). Les États-Unis, comme la Grande-Bretagne avant eux, sont devenus une énorme économie rentière, et toute tentative d'isoler les profits des sociétés américaines dans le pur modèle du capital et des travailleurs est condamnée à n'être qu'un exercice empirique mal inspiré.

Notre scénario de base est maintenant en place, même si les États-Unis ont réussi à retarder le jour du jugement dernier pendant trente ans. Les États-Unis ont relancé leur économie après le ralentissement de 1973-75. L'arrivée au pouvoir de Thatcher en Grande-Bretagne en 1979 et de Reagan aux États-Unis en 1980 visait précisément à utiliser l'action de la banque centrale pour empêcher une déflation générale des actifs en interrompant à la fois la reproduction de la force de travail et du capital équipement en faveur des taux de profit. En 1984, les États-Unis passèrent de la position de plus grand créancier mondial à celle de plus grand débiteur mondial et ils n'ont jamais regardé en arrière.

Depuis les crises mexicaine et brésilienne de 1982 jusqu'à la « crise tequila » au Mexique en 1994, la gestion de crise a consisté à autoriser la bulle de non-liquidité en expansion à circuler à une échelle mondiale sur le mouvement A-C-A', quelles qu'en soient les conséquences pour la reproduction matérielle. En 1997-98 survint la crise asiatique. En 1998, ce fut la faillite de la Russie et le renflouement de la société d'investissement Long Term Capital Management (avec à la clé pour cette dernière 1 trillion d'actifs impliqués potentiellement non liquides). L'an 2000 vit la fin de la bulle « *high tech* » et le début de trois ans (et nous comptons encore) de marchés mondiaux déprimés et d'une possible déflation mondiale. En 2001, l'Argentine fit faillite. Au moment où nous écrivons, la Banque Fédérale de Réserve essaie



de regonfler massivement le système de crédit américain, en parlant désormais ouvertement d'une possible dégringolade déflationniste. Nous n'avons pas encore entendu la fin de cette histoire, la phase (que nous souhaitons finale) du développement capitaliste.